Canada

Rapport de l'enquête menée par ISTC sur les intentions d'investissement en avril-mai 1988

88-06285/

RAPPORT DE L'ENQUÊTE
MENÉE PAR ISTC
SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
EN AVRIL-MAI 1988

Analyse statistique
Industrie, Sciences et Technologie Canada
Ottawa
AoÛt 1988
(Also available in English)

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux nombreux cadres d'entreprise qui nous ont communiqué des renseignements sur leurs projets d'investissement et qui ont pris le temps de s'entretenir avec nous des grandes questions liées à ces plans, rendant ainsi possible l'enquête d'ISTC sur les intentions d'investissement.

Nous tenons à remercier également les fonctionnaires de la Banque du Canada, du ministère fédéral des Finances, des bureaux régionaux d'ISTC et de ses secteurs de la Mise en valeur de l'industrie, de la Politique et de l'Évaluation à Ottawa qui nous ont aidés lors de cette enquête.

Analyse statistique
Industrie, Sciences et Technologie
Canada
Ottawa
K1A 0H5
Tél. : (613) 954-3481

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos v

Sommaire vi

Faits saillants de l'enquête d'avril-mai 1988 1

Perspectives régionales

Région de l'Atlantique 7

Québec 8

Ontario 10

Région des Prairies 11

Région de la Colombie-Britannique et du Nord..... 14

Tableaux

Annexe

AVANT-PROPOS

Le présent rapport est tiré de l'enquête sur les intentions d'investissement menée en avril et en mai 1988 par Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) auprès de quelque 312 grandes sociétés.

L'enquête a pour but de fournir des renseignements récents sur les décisions d'investissement des sociétés pour la prévision économique ainsi que la politique et la planification ministérielles. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des grandes sociétés et ventilés par grand secteur et par région.

Ces données révèlent les intentions d'investissement de 312 grandes entreprises à un moment précis. Il ne faut donc pas en tirer des conclusions sur les perspectives l'investissement pour l'ensemble de l'économie. Les sociétés interrogées n'ont pas été choisies au hasard. L'enquête ne prend en considération ni les intentions des petites sociétés ni les investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture ou de la pêche. Il n'est pas tenu compte non plus des dépenses publiques directes.

L'ensemble des investissements de chaque société a été classé en fonction de son activité principale. Ainsi, tous les investissements d'une société minière sont imputés au secteur minier, même si elle peut avoir des activités de fabrication ou des entreprises dans le secteur immobilier. Il importe de souligner que les renseignements fournis par les différentes sociétés demeurent confidentiels; ni leurs raisons sociales ni leurs réponses ne sont divulguées.

SOMMAIRE

L'enquête sur les intentions d'investissement effectuée par l'ISTC en avril et en mai 1988 auprès de quelque 312 grandes sociétés donne un aperçu des dépenses en capital prévues pour 1988. Voici les principales constatations de l'enquête :

i) Les entreprises interrogées déclarent que les dépenses en capital prévues pour 1988 (en dollars courants) s'élèveront à plus de 31 milliards de dollars, soit une augmentation de 27,2 % (ou 6,7 milliards de dollars) par rapport au taux réel d'investissement en 1987.

ii) Les investissements prévus pour 1988 augmentent de 19,5 % dans le secteur manufacturier, de 30,5 % dans le secteur hors fabrication.

iii) Les entreprises interrogées ont utilisé un facteur moyen de redressement des coûts de 4,3 % dans leur budget d'immobilisations pour 1988. Compte tenu de ce facteur, la croissance réelle des investissements en 1988 devrait être d'environ 21,9 %.

iv) On prévoit que les dépenses d'investissement pour 1988 augmenteront dans toutes les grandes régions du Canada. A l'échelle provinciale, c'est au Nouveau-Brunswick que l'augmentation sera sans doute le plus marquée; par ailleurs, on prévoit que les investissements au Yukon diminueront quelque peu.

v) Les dépenses qu'engageront les entreprises appartenant majoritairement à des intérêts canadiens pour la construction d'installations et l'achat de matériel devraient augmenter de 27 % contre une augmentation de 27,7 % prévue pour les entreprises sous contrôle étranger.

vi) Les entreprises privées prévoient augmenter de 24,8 % leurs investissements en 1988, tandis que les entreprises publiques (soit les sociétés d'État) font état d'une hausse de 33,8 %.

vii) Environ 60 % des sociétés consultées déclarent s'attendre à une augmentation de leurs bénéfices en 1988, tandis qu'environ 22 % d'entre elles entrevoient une diminution.

viii) Les facteurs mentionnés le plus souvent comme influant sur les dépenses d'investissement sont, par ordre d'importance, les prévisions de ventes au Canada, le flux prévu de l'encaisse, les taux de rendement, les politiques gouvernementales, les prévisions de ventes à l'étranger et l'évolution de la conjoncture au Canada.

ix) Les sociétés ont également eu à évaluer l'incidence sur leurs projets d'investissement des événements survenus à la Bourse en octobre 1987. Une majorité écrasante (95 %) des répondants (228) ont déclaré que ces événements n'en ont eu aucune.

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL-MAI 1988

Vue d'ensemble

L'enquête d'avril-mai 1988* donne une indication des investissements prévus pour 1988, d'après la situation observée pendant son déroulement. Les entreprises qui ont participé à l'enquête prévoient que leurs dépenses d'investissement en 1988 augmenteront de 27,2 %, en dollars courants, par rapport à 1987**. Il s'agit du taux prévu d'augmentation le plus élevé déclaré par les entreprises consultées au cours des dernières années (c'est-à-dire depuis le sondage d'avril 1981). Les grandes entreprises surestiment habituellement leurs dépenses en capital. Néanmoins, même si l'on tient compte d'une forte révision à la baisse des dépenses prévues en 1988, l'augmentation réelle des dépenses en 1988 sera vraisemblablement appréciable.

L'enquête ne porte pas sur les investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche; elle ne tient pas compte non plus des dépenses directes des administrations publiques. Remarquez également que les plans de dépenses des grandes sociétés diffèrent de ceux des petites entreprises. Ces résultats ne devraient donc pas s'appliquer directement à l'ensemble du secteur des entreprises. Autrement dit, l'augmentation déclarée pour 1988 ne concerne que les grandes entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête et ne rend pas nécessairement compte du profil des dépenses de toutes les entreprises.

Les entreprises interrogées ont déclaré que leurs dépenses pour la construction d'installations et l'achat de matériel en 1988 dépasseraient 31 milliards, soit une progression d'environ 6,7 milliards par rapport aux 24,4 milliards de 1987. Les dépenses du secteur de la fabrication

---

* Pour plus de renseignements sur la nature et le champ d'observation de l'enquête, voir l'annexe.

** Sauf indication contraire, les montants et les pourcentages sont calculés en dollars courants.

augmenteront de plus de 1,4 milliard de dollars et s'élèveront à 8,6 milliards, tandis que les dépenses hors fabrication s'accroîtront de 5,2 milliards pour atteindre 22,4 milliards de dollars. Au plan sectoriel, les secteurs suivants font état d'augmentations supérieures à la moyenne d'une année à l'autre : transport et entreposage; commerce; établissements financiers et autres services commerciaux; produits chimiques; exploitation minière et produits forestiers. On observe un recul dans le secteur des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal, de même que dans les secteurs du matériel électrique, de l'électronique et de la machinerie (voir tableau 1).

Perspectives du secteur de la fabrication

En 1988, les dépenses en capital (construction d'installations et achat de matériel) des sociétés de fabrication interrogées devraient se chiffrer à environ 8,6 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 19,5 % par rapport à 1987. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses dans les secteurs des produits chimiques, des produits forestiers, des minerais non métalliques et du matériel de transport. L'industrie des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal, de même que celle des produits électriques, de l'électronique et de la machinerie s'attendent à enregistrer une baisse (voir tableau 1).

Perspectives du secteur hors fabrication

Pour 1988, les projets de dépenses des répondants du secteur hors fabrication dépassent les 22 milliards de dollars, soit une augmentation de 30,5 % par rapport à 1987. Une progression appréciable est enregistrée dans les secteurs suivants : transport et entreposage, commerce, établissements financiers et autres services commerciaux, exploitation minière, oléoducs et gazoducs, et services d'électricité (voir tableau 1).

Coût des biens de production

Le facteur annuel moyen de redressement des coûts utilisé par les entreprises interrogées pour tenir compte de l'inflation dans leurs budgets d'immobilisations pour 1988 était de 4,3 % (voir tableau 6). Compte tenu de ce facteur d'inflation, la croissance des investissements des entreprises interrogées devrait être d'environ 21,9 % en 1988 (voir tableau 2).

Comparaison entre les sociétés étrangères et les sociétés canadiennes

Les entreprises sous contrôle étranger prévoient une augmentation de 27,7 %, soit de 2 milliards de dollars, de leurs dépenses en capital en 1988 par rapport à 1987, alors que les données correspondantes pour les sociétés qui appartiennent majoritairement à des intérêts canadiens sont de 27 %, soit de 4,6 milliards de dollars (voir tableaux 8 et 9).

Soixante-dix pour cent environ du total des dépenses en capital prévues pour 1988 sont attribuables aux entreprises sous contrôle canadien. Par région, la proportion des investissements de 1988 attribués aux entreprises canadiennes varie entre un maximum de 83 % au Québec et un minimum de 58 % dans la région des Prairies (voir tableau 7).

Les entreprises des secteurs public et privé de toutes les régions affichent des hausses pour 1988 (voir tableaux 8 et 9).

Dépenses publiques et dépenses privées

Dans le secteur public, les dépenses en capital des sociétés d'État interrogées devraient augmenter de 33,8 % en 1988, soit de 2,2 milliards de dollars, alors que le secteur privé prévoit une augmentation de 24,8 %, soit de quelque 4,4 milliards de dollars (voir tableaux 11 et 12).

Les dépenses du secteur public représentent 29 % du total des dépenses en capital prévues pour 1988. La proportion varie selon les régions entre 18 % pour la région de la Colombie-Britannique et du Nord et 38 % pour le Québec (voir tableau 10).

Dans les secteurs public et privé, on prévoit des augmentations dans toutes les régions en 1988 (voir tableaux 11 et 12).

Investissements à moyen terme

Les 201 entreprises qui ont fait état de leurs projets d'investissement pour toutes les années de la période de 1987 à 1992 prévoient que leurs investissements continueront d'augmenter pour atteindre un sommet en 1990. Ils diminueront en 1991 pour progresser à nouveau en 1992.

Les données statistiques sur les profils d'investissement à moyen terme de ces sociétés, par région et par province, sont présentées au tableau 13. Le tableau 14 fournit les données sur les tendances de l'investissement à moyen terme par industrie.

Facteurs influant sur les dépenses

Les facteurs cités le plus souvent par les répondants comme influant sur leurs dépenses d'investissement courantes et prévues sont, par ordre d'importance : les ventes prévues au pays, le flux prévu de l'encaisse, les taux de rendement, les politiques gouvernementales, les ventes prévues à l'étranger, et l'évolution de la conjoncture économique au Canada (voir tableau 15).

But des investissements

Des 312 sociétés interrogées, 252 ont ventilé par objectif leurs dépenses en capital en 1987 et en 1988. Ces investissements peuvent être subdivisés en deux grandes catégories : ceux qui permettent d'augmenter la

production, et les autres. Dans cette dernière catégorie se rangent la recherche et le développement, la réduction de la pollution et l'amélioration du milieu de travail. Dans la première, on trouve l'agrandissement, l'amélioration et le remplacement des installations existantes et l'implantation de nouvelles installations sur de nouveaux emplacements.

L'agrandissement, l'amélioration et le remplacement des installations existantes représentent 62,4 %, soit la majeure partie des dépenses en capital prévues en 1988. L'aménagement de nouveaux emplacements correspond à une proportion de 20,4 %. Quant au reste, il se répartit entre d'autres buts ou catégories (voir tableaux 16, 17 et 18).

Il y aura augmentation des investissements pour toutes les activités en 1988. La hausse la plus marquée sera celle des investissements liés au milieu de travail.

Incidence des événements d'octobre 1987 à la Bourse

Dans l'enquête d'avril-mai 1988, les entreprises devaient évaluer l'incidence des événements d'octobre 1987 à la Bourse sur leurs projets d'investissement. Des 228 entreprises qui ont répondu à cette question, 95 % ont indiqué que ces événements n'avaient eu aucune incidence sur les dépenses d'investissement. Le tableau qui suit donne une compilation des réponses par industrie.

Réponses à la question sur l'incidence des événements d'octobre 1987 à la Bourse

Industrie	Nombre de répondants	Pourcentage des : Entreprises ne rapportant aucune incidence	Pourcentage des : Entreprises rapportant une incidence négative
Aliments et boissons	23	96	4
Produits forestiers	24	88	12
Métaux de première transformation et fabrication de produits en métal	9	89	11
Produits chimiques	13	100	-
Matériel de transport	15	100	-
Matériel électrique, électronique et machinerie	15	100	-
Minerais non métalliques	4	100	-
Autres industries manufacturières	11	91	9
Total - Industries manufacturières	114	95	5
Sociétés minières	20	90	10
Sociétés pétrolières et gazières	20	100	-
Oléoducs et gazoducs	11	82	18
Transport et entreposage	16	100	-
Communications	11	100	-
Services d'électricité	14	100	-
Sociétés commerciales, financières, et autres services commerciaux	22	95	5
Total - Industries non manufacturières	114	96	4
TOTAL	**228**	**95**	**5**

Répartition régionale des investissements

Les intentions d'investissement déclarées dans l'enquête ne rendent compte de la situation des régions qu'en termes généraux. La prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.

Le tableau qui suit présente la répartition régionale en pourcentage du total des investissements à moyen terme.

Régions	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Atlantique	6,1	6,7	6,5	7,0	8,0	7,4
Québec	20,8	19,7	20,7	19,7	20,2	20,4
Ontario	35,0	30,8	31,8	29,1	27,6	27,1
Prairies	25,4	27,8	27,6	28,5	29,0	29,1
C.-B. et Nord	8,6	8,7	8,4	7,9	8,9	10,9
Non réparti*	4,1	6,3	5,0	7,8	6,3	5,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En 1988, par rapport à 1987, une part beaucoup plus grande des dépenses en capital pour les nouvelles installations de production est prévue pour les Prairies et l'Atlantique. De 1989 à 1992, la part des dépenses d'investissement en Ontario diminuera. Dans les Prairies, elle augmentera lentement mais de façon régulière au cours de la même période.

Perspectives régionales

Région de l'Atlantique (voir tableaux 19 - 22)

Dans la région de l'Atlantique, le total des dépenses des sociétés interrogées pour les installations et le matériel en 1988 devrait se chiffrer à environ 2 milliards de dollars. **Comme on l'a déjà souligné, les montants et les variations en pourcentage sont calculés, à moins d'indication contraire, en dollars courants.** Cela représente une augmentation de 31 % par rapport à 1987 (voir tableau 19).

---

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière parce que la région où ils seront effectués n'a pas encore été déterminée exactement, de même que les dépenses reliées à la machinerie et à l'équipement mobiles, par exemple, le matériel roulant des chemins de fer, les navires, etc.

Les dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication, dans la région de l'Atlantique, devraient augmenter de 50 % en 1988 pour atteindre quelque 589 millions de dollars. Dans ce secteur, les augmentations supérieures à la moyenne devraient toucher les secteurs suivants : le matériel électrique, l'électronique et la machinerie de même que les industries des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal. Il y aura recul dans le secteur du matériel de transport et des minerais non métalliques. Dans le secteur hors fabrication, on prévoit que, en 1988, les dépenses en capital atteindront 1 439 millions de dollars, 24,5 % de plus qu'en 1987. On signale, pour 1988, une augmentation des investissements dans le commerce, les finances et les autres activités commerciales, de même que dans les services d'utilité publique, les transports et l'entreposage. Par contre, il y aura une diminution des dépenses de la part des sociétés pétrolières et gazières, des secteurs des pipelines et des mines.

Les dépenses en capital prévues des sociétés d'État, qui, en 1988, sont à l'origine de 35 % du total, afficheront une augmentation de 48,3 % par rapport à 1987; celles des entreprises privées devraient connaître une hausse de 23,2 % (voir tableaux 10 et 21).

Les sociétés sous contrôle étranger prévoient, dans les provinces de l'Atlantique, une augmentation de 7,4 % de leurs dépenses liées à la construction d'installations et à l'achat de matériel en 1988; du côté des sociétés sous contrôle canadien, on s'attend à une hausse de 37,4 % par rapport à 1987 (voir tableau 20).

Québec (voir tableaux 23 - 26)

L'enquête révèle que les grandes entreprises investissant dans la construction de nouvelles installations et dans l'achat de matériel au Québec prévoient dépenser près de 6 milliards de dollars en 1988, ce qui représente une hausse d'environ 29,6 % par rapport aux 4,6 milliards investis en 1987 (voir tableau 23).

Les dépenses en capital du secteur de la fabrication au Québec devraient se chiffrer à environ 2,2 milliards de dollars en 1988, ce qui représente une hausse de 30,2 % par rapport à 1987. Toutes les industries de ce secteur prévoient des augmentations en 1988. Les plus importantes se produiront chez les entreprises des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal; viendront ensuite les entreprises des secteurs des minerais non métalliques et des produits chimiques.

L'accroissement de 29,3 % des projets d'investissement en 1988 dans le secteur hors fabrication est comparable à la moyenne nationale de 30,5 %. Toutes les industries de ce secteur, exception faite des sociétés pétrolières et gazières et des sociétés de transport et d'entreposage, prévoient des augmentations en 1988. Les hausses les plus marquées s'observent dans les secteurs suivants : exploitation minière, commerce, finances et autres services commerciaux, et services d'utilité publique.

Les dépenses en capital prévues pour 1988 par les sociétés d'État, qui sont à l'origine de 38 % du total, devraient augmenter de 25,5 % par rapport à 1987. Dans le secteur privé, on prévoit une hausse de 32,3 % (voir tableaux 10 et 25).

Les sociétés sous contrôle étranger, qui effectuent 17 % des dépenses en capital au Québec, prévoient que les dépenses pour la construction d'installations et l'achat de matériel augmenteront de 41,8 % en 1988, tandis que les sociétés sous contrôle canadien s'attendent à une hausse

Les sociétés ayant leur siège social au Québec sont un peu moins optimistes pour 1989 qu'elles ne l'étaient pour 1988 sur le plan des bénéfices, des ventes au pays et du climat financier (voir tableau 26). Les facteurs mentionnés le plus souvent comme influant sur les projets d'investissement sont les ventes prévues, les taux de rendement, le flux prévu de l'encaisse et les politiques gouvernementales (voir tableau 15).

Ontario (voir tableaux 27 - 30)

Les sociétés qui investissent dans les installations et le matériel en Ontario déclarent qu'elles prévoient que les dépenses en 1988 s'élèveront à près de 10,2 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 10,6 %, soit de 1 milliard de dollars, par rapport à 1987 (voir tableau 27).

En 1988, les dépenses d'investissement du secteur de la fabrication de l'Ontario devraient atteindre environ 3,9 milliards, soit une hausse de 4,7 % par rapport à 1987. Les industries des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal, du matériel électrique, de l'électronique, et de la machinerie prévoient une diminution de leurs investissements. Toutefois, les diminutions enregistrées par ces sociétés sont plus que compensées par l'augmentation des dépenses prévues par les sociétés dans les secteurs du matériel de transport, des produits forestiers et des produits chimiques.

La hausse de 14,6 % en 1988 des dépenses en capital du secteur hors fabrication en Ontario est bien inférieure à la moyenne nationale, qui s'établit à 30,5 %. Toutes les industries de ce secteur, sauf les sociétés pétrolières et gazières, prévoient une augmentation des investissements. Les plus fortes augmentations se produiront vraisemblablement dans les secteurs de l'exploitation minière, des transports et de l'entreposage, du commerce, des finances et des autres services commerciaux.

Les dépenses du secteur privé en 1988 devraient augmenter de 9,2 %, et celles du secteur public de 15 %. Les dépenses du secteur privé au titre de la construction d'installations et de l'achat de matériel représentent 75 % du total des investissements en Ontario en 1988 (voir tableaux 10 et 29).

Les sociétés sous contrôle étranger affichent une augmentation de 23,5 % des dépenses en capital en 1988, alors que les sociétés sous contrôle canadien ne font état que d'une augmentation de 6,2 % (voir tableau 28).

Les entreprises dont le siège social se trouve en Ontario sont plus optimistes au sujet des ventes, des bénéfices et de l'emploi pour 1989 qu'elles ne l'étaient pour 1988 (voir tableau 30).

Les facteurs mentionnés le plus souvent par les entreprises dont le siège social est en Ontario comme ayant une incidence sur leurs projets de dépenses sont les prévisions de ventes au Canada et à l'étranger, le flux prévu de l'encaisse, les taux de rendement et les politiques gouvernementales. La conjoncture économique au Canada donne également lieu à quelques préoccupations (voir tableau 15).

Région des Prairies (voir tableaux 31 - 40)

Le total des dépenses en capital dans la région des Prairies en 1988 devrait s'établir à 8,5 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 40,4 %, ou de 2,5 milliards, par rapport à 1987 (tableau 31). L'augmentation prévue est de 45,4 % en Saskatchewan, de 43 % en Alberta et de 20,2 % au Manitoba. L'Alberta occupe une place privilégiée dans cette région, car elle attirera 72 % des dépenses d'investissement qui s'y feront en 1988. Voilà pourquoi on trouvera dans le présent rapport une analyse plus détaillée de la situation de cette province.

Les dépenses dans le secteur de la fabrication de la région des Prairies devraient augmenter d'environ 128,9 % en 1988, grâce principalement à l'accroissement des dépenses de l'industrie des produits forestiers, suivie des industries des produits chimiques et des minerais non métalliques. Les industries des aliments et boissons constituent le seul groupe ayant déclaré une diminution (quoique faible) pour 1988. Les sociétés manufacturières prévoient une augmentation des dépenses de 197,5 % en Alberta, de 27,1 % en Saskatchewan et de 9,2 % au Manitoba en 1988. Les secteurs les plus vigoureux en Alberta sont ceux des produits forestiers et des minerais non métalliques. En Saskatchewan, l'augmentation des investissements s'explique par l'augmentation des dépenses prévues par toutes les industries sauf celles

du matériel électrique, de l'électronique et de la machinerie. Au Manitoba, l'augmentation des dépenses est attribuable principalement à l'accroissement de celles des sociétés de matériel électrique, de l'électronique et de la machinerie et des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal. Ces hausses compensent largement les diminutions projetées par les sociétés d'aliments et de boissons et de produits forestiers.

Le total des dépenses des industries hors fabrication dans la région des Prairies en 1988 s'établit à 8 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 36,9 % par rapport à 1987 (voir tableau 31). La hausse prévue est de 46 % en Saskatchewan, de 38 % en Alberta et de 20,9 % au Manitoba. Au Manitoba, la hausse est due principalement à l'augmentation des dépenses que prévoient les services d'utilité publique, le secteur des transports et de l'entreposage ainsi que les sociétés minières. Une diminution des investissements devrait se produire dans les secteurs pétrolier et gazier, des pipelines, du commerce, des finances et autres services commerciaux. Dans le cas de l'Alberta, on rapporte une progression des dépenses dans tous les secteurs. En Saskatchewan, la hausse s'explique par l'augmentation des dépenses prévues par les services d'utilité publique, les sociétés pétrolières et gazières et le secteur de l'exploitation minière. Seuls les secteurs des oléoducs et des gazoducs prévoient une diminution des dépenses en 1988.

Les entreprises sous contrôle canadien prévoient une augmentation des dépenses de 45 % en 1988 dans la région des Prairies, alors que les entreprises sous contrôle étranger accroîtront les leurs de 34,5 % (voir tableau 35).

En 1988, les dépenses du secteur privé dans la région devraient augmenter de 36,9 % et celles du secteur public de 50,7 % (voir tableau 36).

Les entreprises dont le siège social se trouve dans la région des Prairies sont en général plus optimistes pour 1989 qu'elles ne l'étaient pour 1988 en ce qui concerne les bénéfices et l'emploi (voir tableau 39).

Les grands facteurs influant sur les dépenses en capital dans la région sont le flux de l'encaisse, les ventes prévues au Canada, la conjoncture économique au pays et les politiques gouvernementales. Les taux de rendement sont également mentionnés comme facteurs influant sur les décisions d'investissement (voir tableau 15).

Alberta

En Alberta, le total des dépenses en capital devrait se chiffrer à environ 6,2 milliards de dollars en 1988, ce qui représente une augmentation de 1,9 milliard de dollars, soit de 43 %, par rapport à 1987 (voir tableau 34).

A 400 millions de dollars, les investissements du secteur de la fabrication affichent une hausse de 197,5 % par rapport à 1987. Les fortes augmentations dans les secteurs des produits forestiers et des minerais non métalliques compensent très largement la baisse observée par les sociétés du matériel électrique, de l'électronique et de la machinerie, de même que des métaux de première transformation et de la fabrication des produits en métal. Les dépenses prévues par le secteur hors fabrication en Alberta devraient s'élever à près de 5,8 milliards de dollars en 1988, soit 38 % de plus qu'en 1987. Toutes les industries s'attendent à une augmentation des investissements. Ce sont les secteurs des oléoducs et des gazoducs, de l'exploitation minière et du commerce, des finances et des autres services commerciaux qui prévoient les plus fortes augmentations annuelles.

Les entreprises sous contrôle canadien, qui sont à l'origine de 52 % du total des dépenses en capital en Alberta en 1988, prévoient une augmentation de 49,7 % par rapport à 1987 tandis que les entreprises sous contrôle étranger s'attendent à une progression de 36,3 % (voir tableaux 7 et 37). Les dépenses du secteur privé devraient subir une hausse de 39,6 % en 1988 alors que les sociétés d'État envisagent une augmentation de 62,2 % de leurs dépenses en capital (voir tableau 38).

Les entreprises dont le siège social se trouve en Alberta sont plus optimistes pour 1989 qu'elles ne l'étaient pour 1988, en particulier en ce qui concerne les ventes (surtout les exportations) et l'emploi (voir tableau 40).

Le flux de l'encaisse, les ventes prévues au Canada, les taux de rendement, la conjoncture économique canadienne et les politiques gouvernementales sont les facteurs mentionnés le plus fréquemment comme influant sur les dépenses au titre des installations et du matériel (voir tableau 15).

Région de la Colombie-Britannique et du Nord (voir tableaux 41-44)

En 1988, les dépenses d'investissement des entreprises dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord (soit la Colombie-Britannique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest) devraient atteindre quelque 2,8 milliards de dollars, soit 33,1 % de plus que les 2,1 milliards de dollars investis en 1987 (voir tableau 41).

Les investissements dans le secteur de la fabrication dans la région devraient se chiffrer à près de 1 milliard de dollars en 1988, soit 30,4 % de plus que le chiffre déclaré en 1987. Cette augmentation s'explique par des projets d'investissement plus ambitieux dans les secteurs des produits forestiers, des métaux de première transformation et de la fabrication de produits en métal, dont les dépenses compensent largement les investissements plus faibles prévus dans les secteurs des aliments et boissons, du matériel électrique, de l'électronique et de la machinerie.

En 1988, les entreprises hors fabrication prévoient dans la région des dépenses en capital de presque 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 34,6 % par rapport à 1987, et un peu plus que la hausse de la moyenne nationale de 30,5 %. Tous les secteurs s'attendent à un accroissement des dépenses en 1988, en particulier ceux du commerce, des finances et des autres services commerciaux, de l'exploitation minière, des services d'utilité publique et du pétrole et du gaz.

On s'attend à ce que les sociétés sous contrôle étranger qui investissent dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord augmentent leurs dépenses en capital de 31 % en 1988, comparativement à 34 % pour ce qui est des sociétés sous contrôle canadien (voir tableau 42).

Les dépenses du secteur privé au titre de nouvelles installations et de matériel devraient croître de 37,6 % en 1988, alors que celles du secteur public devraient augmenter de 15,3 % (voir tableau 43).

Les entreprises dont le siège social se trouve dans cette région sont moins optimistes pour 1989 qu'elles ne l'étaient pour 1988 en ce qui concerne les ventes et les bénéfices (voir tableau 44).

Les taux de change ont été le facteur le plus fréquemment mentionné par les entreprises dans cette région comme influant sur les dépenses prévues, suivis des prévisions de ventes, du flux prévu de l'encaisse, et des taux de rendement (voir tableau 15).

TABLEAUX

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 — Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Canada (en millions de dollars courants)

Tableau 2 — Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Canada (en millions de dollars constants de 1987)

Tableau 3 — Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)

Tableau 4 — Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises manufacturières pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)

Tableau 5 — Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises non manufacturières pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)

Tableau 6 — Facteurs annuels de redressement des coûts de 1988 à 1992

Tableau 7 — Répartition des investissements des entreprises canadiennes et étrangères par région (en pourcentage)

Tableau 8 — Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1987-1988 - entreprises canadiennes/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)

Tableau 9 — Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1987-1988 - entreprises étrangères/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)

Tableau 10 — Répartition des investissements des entreprises dans les secteurs public et privé par région (en pourcentage)

Tableau 11 — Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1987-1988 - secteur public/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)

Tableau 12 — Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1987-1988 - secteur privé/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)

Tableau 13 — Intentions d'investissements de certaines grandes entreprises 1987-1992 (en millions de dollars courants)

Tableau 14 — Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1987-1992 (1987 = 100)

Tableau 15 — Facteurs considérés comme ayant une influence sur les investissements actuels et envisagés

Tableau 16	Total des dépenses en immobilisations - répartition par objectif
Tableau 17	Total des dépenses en immobilisations - répartition par objectif
Tableau 18	Dépenses en immobilisations - répartition par objectif - 1988-1987
Tableau 19	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Provinces de l'Atlantique (en millions de dollars courants)
Tableau 20	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Provinces de l'Atlantique - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 21	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Provinces de l'Atlantique - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 22	Entreprises dans la région de l'Atlantique - Prévisions pour 1988 et 1989
Tableau 23	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Québec (en millions de dollars courants)
Tableau 24	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Québec - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 25	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Québec - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 26	Entreprises au Québec - Prévisions de 1988 et 1989
Tableau 27	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Ontario (en millions de dollars courants)
Tableau 28	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Ontario - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 29	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Ontario - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 30	Entreprises en Ontario - Prévisions de 1988 et 1989

Tableau 31 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Région des Prairies (en millions de dollars courants)

Tableau 32 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Manitoba (en millions de dollars courants)

Tableau 33 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Saskatchewan (en millions de dollars courants)

Tableau 34 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Alberta (en millions de dollars courants)

Tableau 35 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région des Prairies - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger

Tableau 36 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région des Prairies - Entreprises des secteurs public et privé

Tableau 37 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Alberta - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger

Tableau 38 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Alberta - Entreprises des secteurs public et privé

Tableau 39 Entreprises dans les Prairies - Prévisions de 1988 et 1989

Tableau 40 Entreprises en Alberta - Prévisions de 1988 et 1989

Tableau 41 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Colombie-Britannique et région du Nord (en millions de dollars courants)

Tableau 42 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région de la Colombie-Britannique et du Nord - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger

Tableau 43 Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région de la Colombie-Britannique et du Nord - Entreprises des secteurs public et privé

Tableau 44 Entreprises dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord - Prévisions de 1988 et 1989

TABLEAU 1

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - CANADA

(en millions de dollars courants)

Secteur	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Aliments et boissons	590,1	717,3	21,5
Produits forestiers	2 062,2	2 794,3	35,5
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	1 144,4	1 021,4	-10,8
Produits chimiques	403,9	591,5	46,4
Matériel de transport	1 691,5	2 097,5	24,0
Matériel électrique, électronique et machines	816,1	768,6	-5,9
Minéraux non métalliques	181,7	226,4	24,6
Autres, fabrication	334,0	419,1	25,4
Total - fabrication	7 223,9	8 636,1	19,5
Sociétés minières	767,1	1 121,4	46,1
Sociétés pétrolières et gazières	4 392,5	5 351,4	21,8
Oléoducs et gazoducs	910,2	1 199,9	31,8
Transport et entreposage	1 355,5	2 221,1	63,8
Télécommunications	3 363,6	3 837,8	14,0
Services publics (électricité)	4 620,8	6 056,5	31,0
Commerce, finances et autres	1 772,4	2 634,9	48,6
Total - hors fabrication	17 182,1	22 423,0	30,5
TOTAL	**24 406,0**	**31 059,1**	**27,2**

Ce tableau ne renferme que les données des 300 entreprises qui ont répondu pour les années 1987 (dépenses réelles) et 1988 (intentions révisées).

TABLEAU 2

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - CANADA

(en millions de dollars constants de 1987)

Secteur	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Aliments et boissons	590,1	684,8	16,0
Produits forestiers	2 062,2	2 675,3	29,7
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	1 144,4	981,8	-14,3
Produits chimiques	403,9	566,4	40,2
Matériel de transport	1 691,5	2 022,0	19,5
Matériel électrique, électronique et machines	816,1	734,7	-10,0
Minéraux non métalliques	181,7	217,3	19,5
Autres, fabrication	334,0	399,7	19,6
Total - fabrication	7 223,9	8 282,0	14,6
Sociétés minières	767,1	1 075,9	40,2
Sociétés pétrolières et gazières	4 392,5	5 126,8	16,7
Oléoducs et gazoducs	910,2	1 144,8	25,7
Transport et entreposage	1 355,5	2 127,5	56,9
Télécommunications	3 363,6	3 720,9	10,6
Services publics (électricité)	4 620,8	5 785,6	25,2
Commerce, finances et autres	1 772,4	2 503,6	41,2
Total - hors fabrication	17 182,1	21 485,1	25,0
TOTAL	**24 406,0**	**29 767,1**	**21,9**

Ce tableau ne renferme que les données des 300 entreprises qui ont répondu pour les années 1987 (dépenses réelles) et 1988 (intentions révisées).

TABLEAU 3

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - SELON LA PROVINCE ET LA RÉGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	35	457,1	466,4	2,0
Île-du-Prince-Édouard	14	22,7	25,7	13,2
Nouvelle-Écosse	55	608,9	845,4	38,8
Nouveau-Brunswick	36	375,8	610,6	62,4
Région de l'Atlantique	94	1 547,2	2 027,7	31,0
Québec	148	4 622,6	5 994,6	29,6
Ontario	189	9 177,2	10 154,0	10,6
Manitoba	71	778,6	936,6	20,2
Saskatchewan	64	757,0	1 100,9	45,4
Alberta	109	4 323,2	6 184,8	43,0
Région des Prairies	151	6 083,6	8 546,4	40,4
Colombie-Britannique	111	1 911,5	2 522,8	31,9
Yukon	6	10,3	10,1	-2,0
Territoires du Nord-Ouest	12	132,1	170,5	29,0
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	117	2 081,2	2 770,3	33,1
CANADA	**300**	**24 406,0**	**31 059,1**	**27,2**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 4

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - SELON LA PROVINCE ET LA RÉGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	12	78,6	84,3	7,2
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	
Nouvelle-Écosse	28	200,7	378,3	88,4
Nouveau-Brunswick	14	103,7	102,6	-1,1
Région de l'Atlantique	47	392,5	589,0	50,0
Québec	94	1 653,7	2 154,2	30,2
Ontario	123	3 698,6	3 874,6	4,7
Manitoba	30	45,3	49,5	9,2
Saskatchewan	16	25,4	32,3	27,1
Alberta	44	134,6	400,5	197,5
Région des Prairies	64	231,3	529,5	128,9
Colombie-Britannique	51	759,6	986,9	29,9
Yukon	*	*	*	
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	51	762,0	994,3	30,4
CANADA	**167**	**7 223,9**	**8 636,1**	**19,5**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 5

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES ENTREPRISES NON MANUFACTURIÈRES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - SELON LA PROVINCE ET LA RÉGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	23	378,5	382,1	0,9
Île-du-Prince-Édouard	11	20,2	23,6	16,8
Nouvelle-Écosse	27	408,2	467,1	14,4
Nouveau-Brunswick	22	272,1	508,0	86,6
Région de l'Atlantique	47	1 154,7	1 438,7	24,5
Québec	54	2 968,9	3 840,4	29,3
Ontario	66	5 478,6	6 279,4	14,6
Manitoba	41	733,3	887,1	20,9
Saskatchewan	48	731,6	1 068,6	46,0
Alberta	65	4 188,6	5 784,3	38,0
Région des Prairies	87	5 852,3	8 016,9	36,9
Colombie-Britannique	60	1 151,9	1 535,9	33,3
Yukon	6	10,3	10,1	-2,0
Territoires du Nord-Ouest	11	129,7	163,1	25,7
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	66	1 319,2	1 776,0	34,6
CANADA	**133**	**17 182,1**	**22 423,0**	**30,5**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 6

FACTEURS ANNUELS DE REDRESSEMENT DES COÛTS DE 1988 À 1992

Secteur	1988	1989	1990	1991	1992
Aliments et boissons	4,7	4,4	4,1	5,9	4,7
Produits forestiers	4,4	4,4	4,3	4,7	4,7
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	4,0	4,2	4,6	4,1	4,6
Produits chimiques	4,4	4,9	4,5	4,2	4,5
Matériel de transport	3,7	4,7	4,3	3,8	4,2
Matériel électrique, électronique et machines	4,6	4,8	5,1	5,0	4,6
Minéraux non métalliques	4,1	4,8	4,2	4,3	5,1
Autres, fabrication	4,8	4,7	5,0	5,2	4,9
Total - fabrication	4,3	4,5	4,4	4,6	4,7
Sociétés minières	4,2	4,1	4,2	5,7	3,5
Sociétés pétrolières et gazières	4,3	4,7	4,6	4,7	4,9
Oléoducs et gazoducs	4,8	4,8	4,8	5,1	4,3
Transport et entreposage	4,4	5,0	4,2	3,9	4,3
Télécommunications	3,1	4,0	3,5	4,1	2,8
Services publics (électricité)	4,6	4,9	5,2	5,7	5,8
Commerce, finances et autres	5,2	5,6	4,1	5,9	6,5
Total - hors fabrication	4,3	4,6	4,6	4,9	4,9
TOTAL	4,3	4,5	4,7	4,8	4,9

TABLEAU 7

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES CANADIENNES ET ÉTRANGÈRES PAR RÉGION

(en pourcentage)

	ENTREPRISES CANADIENNES		ENTREPRISES ÉTRANGÈRES	
Province/région	1987	1988	1987	1988
Terre-Neuve	61	80	39	20
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	83	79	17	21
Nouveau-Brunswick	93	95	7	5
Région de l'Atlantique	79	82	21	18
Québec	84	83	16	17
Ontario	75	72	25	28
Manitoba	89	90	11	10
Saskatchewan	77	78	23	22
Alberta	50	52	50	48
Région des Prairies	57	58	43	42
Colombie-Britannique	72	74	28	26
Yukon	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	69	70	31	30
CANADA	**70**	**70**	**30**	**30**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

TABLEAU 8

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1987-1988 - ENTREPRISES CANADIENNES/TOUS SECTEURS D'ACTIVITÉ

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	278,2	372,2	33,7
Île-du-Prince-Édouard	21,0	24,0	14,2
Nouvelle-Écosse	502,6	665,7	32,4
Nouveau-Brunswick	348,6	581,9	66,9
Région de l'Atlantique	1 216,0	1 671,8	37,4
Québec	3 883,0	4 945,7	27,3
Ontario	6 842,2	7 268,7	6,2
Manitoba	690,7	846,4	22,5
Saskatchewan	580,2	855,0	47,3
Alberta	2 161,7	3 237,8	49,7
Région des Prairies	3 447,2	4 999,4	45,0
Colombie-Britannique	1 376,0	1 861,4	35,2
Yukon	10,1	10,0	-1,0
Territoires du Nord-Ouest	46,4	50,1	7,9
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	1 437,2	1 926,1	34,0
CANADA	**17 182,6**	**21 834,8**	**27,0**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 9

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1987-1988 - ENTREPRISES ETRANGERES/TOUS SECTEURS D'ACTIVITE

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	178,9	94,2	-47,4
Île-du-Prince-Édouard	*	*	
Nouvelle-Écosse	106,3	179,7	69,0
Nouveau-Brunswick	27,2	28,7	5,5
Région de l'Atlantique	331,2	355,9	7,4
Québec	739,6	1 048,9	41,8
Ontario	2 335,0	2 885,3	23,5
Manitoba	87,9	90,2	2,6
Saskatchewan	176,8	245,9	39,0
Alberta	2 161,5	2 947,0	36,3
Région des Prairies	2 636,4	3 547,0	34,5
Colombie-Britannique	535,5	661,4	23,5
Yukon	*	*	
Territoires du Nord-Ouest	*	*	
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	644,0	844,2	31,0
CANADA	**7 223,4**	**9 224,3**	**27,7**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 10

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ PAR RÉGION

(en pourcentage)

	SECTEUR PUBLIC		SECTEUR PRIVÉ	
Province/région	1987	1988	1987	1988
Terre-Neuve	21	39	79	61
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	45	44	55	56
Nouveau-Brunswick	28	25	72	75
Région de l'Atlantique	31	35	69	65
Québec	40	38	60	62
Ontario	24	25	76	75
Manitoba	66	72	34	28
Saskatchewan	51	55	49	45
Alberta	15	17	85	83
Région des Prairies	26	28	74	72
Colombie-Britannique	22	19	78	81
Yukon	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	20	18	80	82
CANADA	**27**	**29**	**73**	**71**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

TABLEAU 11

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1987-1988
- SECTEUR PUBLIC/TOUS SECTEURS D'ACTIVITÉ

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	97,4	181,7	86,5
Île-du-Prince-Édouard	*	*	
Nouvelle-Écosse	274,8	376,0	36,8
Nouveau-Brunswick	106,4	152,6	43,4
Région de l'Atlantique	479,6	711,6	48,3
Québec	1 829,7	2 297,2	25,5
Ontario	2 200,5	2 531,9	15,0
Manitoba	513,3	674,4	31,3
Saskatchewan	388,6	609,5	56,8
Alberta	659,4	1 070,1	62,2
Région des Prairies	1 561,3	2 354,0	50,7
Colombie-Britannique	412,1	473,7	14,9
Yukon	*	*	
Territoires du Nord-Ouest	*	*	
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	426,1	491,7	15,3
CANADA	**6 639,5**	**8 885,5**	**33,8**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles de 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 12

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1987-1988
- SECTEUR PRIVE/TOUS SECTEURS D'ACTIVITE

(en millions de dollars courants)

Secteur	Dépenses réelles 1987	Dépenses révisées 1988	1988-1987 Variation en %
Terre-Neuve	359,7	284,7	-20,9
Île-du-Prince-Édouard	21,7	24,4	12,4
Nouvelle-Écosse	334,1	469,4	40,4
Nouveau-Brunswick	269,4	458,0	70,0
Région de l'Atlantique	1 067,6	1 316,1	23,2
Québec	2 792,9	3 697,4	32,3
Ontario	6 976,7	7 622,1	9,2
Manitoba	265,3	262,2	-1,2
Saskatchewan	368,4	491,4	33,3
Alberta	3 663,8	5 114,7	39,6
Région des Prairies	4 522,3	6 192,4	36,9
Colombie-Britannique	1 499,4	2 049,1	36,6
Yukon	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	124,9	161,6	29,3
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	1 655,1	2 278,6	37,6
CANADA	**17 766,5**	**22 173,6**	**24,8**

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles de 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 13

INTENTIONS D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1987-1992

(en millions de dollars courants)

Province/région		1987	1988	1989	1990	1991	1992	Total
Terre-Neuve	(21)	289,9	300,1	306,3	427,1	513,4	600,4	2 437,2
Île-du-Prince-Édouard	(9)	4,0	4,0	3,8	4,4	4,0	5,1	25,3
Nouvelle-Écosse	(35)	450,0	663,5	586,6	483,9	461,8	468,7	3 114,5
Nouveau-Brunswick	(25)	305,7	518,3	555,7	612,3	703,4	521,2	3 216,6
Région de l'Atlantique	(58)	1 104,8	1 558,6	1 551,4	1 734,2	1 916,8	1 850,6	9 716,4
Québec	(89)	3 789,2	4 598,3	4 935,4	4 906,8	4 852,3	5 121,0	28 203,0
Ontario	(116)	6 378,0	7 181,5	7 583,4	7 256,2	6 640,7	6 815,6	41 855,4
Manitoba	(42)	487,6	659,1	651,6	758,0	622,5	490,7	3 669,5
Saskatchewan	(45)	647,4	985,2	1 039,7	1 229,2	1 024,0	844,3	5 769,8
Alberta	(69)	3 288,6	4 564,7	4 625,0	4 795,1	5 067,8	5 716,3	28 057,5
Région des Prairies	(94)	4 620,7	6 483,7	6 580,2	7 100,3	6 977,8	7 307,4	39 070,1
Colombie-Britannique	(68)	1 401,3	1 775,0	1 744,4	1 567,3	1 488,6	1 731,3	9 707,9
Yukon	(5)	9,8	10,0	8,4	8,6	9,3	9,7	55,8
Territoires du Nord-Ouest	(11)	131,9	170,3	178,1	263,4	531,8	885,0	2 160,5
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	(74)	1 569,6	2 021,6	2 008,5	1 966,1	2 154,5	2 744,3	12 464,6
CANADA	**(201)**	**18 220,4**	**23 296,4**	**23 862,8**	**24 909,4**	**24 080,2**	**25 120,3**	**139 489,5**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988 à 1992.

Ce tableau ne renferme que les données des entreprises qui ont répondu pour chacune des années de 1987 à 1992. Le nombre d'entreprises qui ont répondu est donné entre parenthèses. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 14

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN DOLLARS COURANTS

1987-1992

(1987 = 100)

Secteur	Valeur de référence	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Aliments et boissons	306,1	100,0	123,5	92,9	83,8	89,0	84,2
Produits forestiers	1 453,5	100,0	140,5	156,5	124,7	82,1	79,0
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	244,3	100,0	145,6	113,5	75,9	77,9	67,7
Produits chimiques	287,2	100,0	142,1	140,6	127,5	147,0	115,2
Matériel de transport	960,7	100,0	111,3	123,1	122,2	80,8	75,0
Matériel électrique, électronique et machines	455,3	100,0	98,1	109,4	116,6	113,0	116,4
Minéraux non métalliques	71,4	100,0	143,4	104,1	81,5	94,7	82,5
Autres, fabrication	118,7	100,0	150,3	132,4	126,9	127,6	116,1
Total - fabrication	3 897,2	100,0	127,8	132,2	116,4	92,0	86,0
Sociétés minières	201,2	100,0	119,8	109,1	105,5	87,7	71,6
Sociétés pétrolières et gazières	4 080,8	100,0	123,4	128,7	140,9	153,4	173,2
Oléoducs et gazoducs	518,2	100,0	109,8	135,2	253,8	191,6	267,1
Transport et entreposage	1 260,2	100,0	163,8	150,3	197,3	179,2	169,3
Télécommunications	2 725,1	100,0	110,8	114,8	111,9	112,4	114,6
Services publics (électricité)	4 489,4	100,0	131,7	138,0	145,0	152,5	157,7
Commerce, finances et autres	1 048,3	100,0	140,8	126,2	100,3	85,2	79,5
Total - hors fabrication	14 323,2	100,0	127,9	130,6	142,3	143,1	152,0
TOTAL	**18 220,4**	**100,0**	**127,9**	**131,0**	**136,7**	**132,2**	**137,9**

Ce tableau ne renferme que les données des 201 entreprises qui ont répondu pour chacune des années de 1987 à 1992. La valeur de référence est donnée en millions de dollars.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET ENVISAGÉS

(Nombre de réponses)

Facteurs / Région du siège social	Atlantique		Québec		Ontario		Alberta		Prairies		C.-B. et Nord		TOTAL	
	087	A88	087	A88	087	A88	087	A88	087	A88	087	A88	087	A88
Réglementation fédérale canadienne	8	10	13	11	22	25	18	11	22	16	6	5	71	67
Réglementation canadienne non fédérale	7	8	7	3	12	15	12	10	15	12	4	4	45	42
Réglementation de gouvernements étrangers	2	4	4	1	9	5	5	3	7	5	3	0	25	15
Taux de change	4	6	5	7	14	16	7	6	10	6	5	10	38	45
Obstacles non tarifaires (Canada)	2	3	2	1	4	2	1	1	3	3	1	0	12	9
Tarif douanier canadien trop élevé	1	0	1	1	2	2	1	1	3	2	0	0	7	5
Tarif douanier canadien trop bas	1	0	0	0	4	5	0	1	1	2	0	0	5	7
Obstacles douaniers à l'étranger	1	1	5	4	7	8	6	4	10	9	3	5	26	27
Autres facteurs commerciaux	1	1	6	5	8	15	4	2	6	2	5	4	26	27
Rentrées d'argent prévues	10	7	10	11	37	37	19	17	25	21	11	8	93	84
Taux de rendement	7	7	13	12	33	37	15	12	19	15	12	8	84	79
Autres conditions de financement interne	3	3	1	1	7	7	3	0	4	1	2	1	17	13
Coûts de financement	5	5	1	2	15	11	11	7	13	7	2	4	36	29
Disponibilité des fonds	3	5	2	4	13	8	4	5	5	5	2	1	25	23
Autres conditions de financement externe	0	0	1	0	5	3	3	2	4	2	1	1	11	6
Autres facteurs financiers et monétaires	1	2	2	1	3	4	1	1	2	1	0	2	8	10
Pénurie de matières premières	2	2	0	1	1	3	0	0	1	1	3	2	7	9
Pénurie de machines et de matériel	1	0	0	0	0	2	0	1	0	1	1	0	2	3
Pénurie de main-d'oeuvre	2	1	1	0	5	8	0	0	0	0	2	0	10	9
Problèmes ouvriers	2	2	3	1	3	6	0	0	1	0	5	0	14	9
Ventes prévues au Canada	9	13	12	13	47	48	20	17	24	21	13	9	105	104
Ventes prévues à l'étrange	5	4	9	12	30	25	13	10	18	16	15	9	77	66
Conjoncture économique prévue au Canad	4	9	8	7	27	24	11	12	17	17	9	5	65	62
Conjoncture économique prévue à l'étranger	1	2	8	7	11	11	10	8	13	9	11	7	44	36
Autres facteyrs	1	4	0	0	9	5	8	9	8	9	2	4	20	22
TAILLE DE L'ECHANTILLON	24	23	50	50	145	148	44	40	61	58	31	28	313	309

087 = Enquête d'octobre 1987
A88 = Enquête d'avril 1988

TABLEAU 16

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

	Nombre d'entreprises	1987 (en millions de dollars)	1988 (en millions de dollars)
Recherche et développement	70	306,0	433,3
Réduction de la pollution	70	235,9	323,3
Milieu de travail	85	156,1	237,5
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	148	7 781,0	9 530,4
Amélioration et remplacement des installations actuelles	217	6 400,8	8 023,3
Amélioration et remplacement des - Nouvel emplacement	82	3 997,3	5 750,0
Autres	98	3 034,0	3 853,0
TOTAL*	**252**	**21 911,1**	**28 150,8**

* Comme chaque entreprise peut répartir ses dépenses en plusieurs catégories d'objectifs, ce chiffre ne correspond pas à la somme des éléments de la colonne.

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

TABLEAU 17

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

(Ventilation en pourcentage du total)

	Fabrication		Hors fabrication		Total	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Recherche et développement	3,4	4,0	0,7	0,7	1,4	1,5
Réduction de la pollution	2,1	2,7	0,7	0,6	1,1	1,1
Milieu de travail	1,2	1,6	0,5	0,6	0,7	0,8
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	20,9	15,9	40,9	40,1	35,5	33,9
Amélioration et remplacement des installations actuelles	43,5	47,8	23,9	21,8	29,2	28,5
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	13,0	16,7	20,2	21,7	18,2	20,4
Autres	15,9	11,3	13,1	14,5	13,8	13,7
TOTAL	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Les pourcentages peuvent ne pas atteindre 100 % en raison de l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 18

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIF

1988-1987

(Taux de variation annuel des niveaux de dépenses)

	Fabrication	Hors fabrication	Total
Recherche et développement	46,5	32,4	41,6
Réduction de la pollution	55,5	15,7	37,0
Milieu de travail	58,7	46,4	52,1
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	-6,5	27,9	22,4
Amélioration et remplacement des installations actuelles	34,7	19,0	25,3
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	58,3	40,4	43,8
Autres	-12,7	44,7	27,0

TABLEAU 19

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- REGION DE L'ATLANTIQUE

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	392,5	(7 223,9)	589,0	(8 636,1)	50,0	(19,5)
Total - Hors fabrication	1 154,7	(17 182,1)	1 438,7	(22 423,0)	24,5	(30,5)
TOTAL	**1 547,2**	**(24 406,0)**	**2 027,7**	**(31 059,1)**	**31,0**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 20

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DE L'ATLANTIQUE

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	40,7	(5,9)	81,7	(37,5)
Total - Hors fabrication	36,3	(33,7)	-19,9	(20,2)
TOTAL	**37,4**	**(27,0)**	**7,4**	**(27,7)**

TABLEAU 21

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DE L'ATLANTIQUE

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		29,7	(19,0)
Total - Hors fabrication	*		20,2	(28,5)
TOTAL	**48,3**	**(33,8)**	**23,2**	**(24,8)**

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 22

ENTREPRISES DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE - PRÉVISIONS POUR 1988 ET 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	76,1 (67,3)	14,2 (21,7)	9,5 (10,8)	75,0 (63,3)	15,0 (24,8)	10,0 (11,7)
Exportations	46,6 (54,0)	53,3 (32,4)	0,0 (13,5)	21,4 (47,7)	71,4 (39,7)	7,1 (12,5)
Bénéfices	60,0 (60,0)	15,0 (18,0)	25,0 (21,8)	57,8 (62,1)	15,7 (21,1)	26,3 (16,6)
Emploi	40,9 (35,1)	54,5 (48,1)	4,5 (16,7)	38,0 (31,7)	52,3 (55,9)	9,5 (12,3)
Situation financière	61,9 (56,4)	23,8 (35,4)	14,2 (8,1)	50,0 (48,6)	35,0 (42,4)	15,0 (8,9)
Situation des affaires au Canada	40,0 (35,6)	45,0 (56,0)	15,0 (8,2)	26,3 (26,9)	52,6 (55,7)	21,0 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	37,5 (28,5)	62,5 (69,8)	0,0 (1,5)	42,8 (28,9)	57,1 (64,4)	0,0 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Vingt-trois entreprises dont le siège social se trouve dans la région de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 23

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - QUÉBEC

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	1 653,7	(7 223,9)	2 154,2	(8 636,1)	30,2	(19,5)
Total - Hors fabrication	2 968,9	(17 182,1)	3 840,4	(22 423,0)	29,3	(30,5)
TOTAL	**4 622,6**	**(24 406,0)**	**5 994,6**	**(31 059,1)**	**29,6**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 24

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - QUEBEC

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	19,1	(5,9)	53,6	(37,5)
Total - Hors fabrication	30,6	(33,7)	11,4	(20,2)
TOTAL	**27,3**	**(27,0)**	**41,8**	**(27,7)**

TABLEAU 25

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - QUEBEC REGION

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		33,7	(19,0)
Total - Hors fabrication	*		30,7	(28,5)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 26

ENTREPRISES AU QUÉBEC - PRÉVISIONS POUR 1988 ET 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	72,2 (67,3)	19,4 (21,7)	8,3 (10,8)	54,5 (63,3)	33,3 (24,8)	12,1 (11,7)
Exportations	51,7 (54,0)	37,9 (32,4)	10,3 (13,5)	46,1 (47,7)	46,1 (39,7)	7,6 (12,5)
Bénéfices	80,5 (60,0)	2,7 (18,0)	16,6 (21,8)	66,6 (62,1)	12,1 (21,1)	21,2 (16,6)
Emploi	29,7 (35,1)	51,3 (48,1)	18,9 (16,7)	26,4 (31,7)	52,9 (55,9)	20,5 (12,3)
Situation financière	68,5 (56,4)	28,5 (35,4)	2,8 (8,1)	59,3 (48,6)	31,2 (42,4)	9,3 (8,9)
Situation des affaires au Canada	50,0 (35,6)	41,1 (56,0)	8,8 (8,2)	32,2 (26,9)	51,6 (55,7)	16,1 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	52,6 (28,5)	47,3 (69,8)	0,0 (1,5)	42,1 (28,9)	52,6 (64,4)	5,2 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Cinquante entreprises dont le siège social se trouve au Québec ont participé à l'enquête.

TABLEAU 27

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988 - ONTARIO

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	3 698,6	(7 223,9)	3 874,6	(8 636,1)	4,7	(19,5)
Total - Hors fabrication	5 478,6	(17 182,1)	6 279,4	(22 423,0)	14,6	(30,5)
TOTAL	**9 177,2**	**(24 406,0)**	**10 154,0**	**(31 059,1)**	**10,6**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 28

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ONTARIO

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	-17,7	(5,9)	28,2	(37,5)
Total - Hors fabrication	15,3	(33,7)	7,2	(20,2)
TOTAL	**6,2**	**(27,0)**	**23,5**	**(27,7)**

TABLEAU 29

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ONTARIO

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		5,0	(19,0)
Total - Hors fabrication	*		13,8	(28,5)
TOTAL	**15,0**	**(33,8)**	**9,2**	**(24,8)**

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 30

ENTREPRISES EN ONTARIO - PRÉVISIONS POUR 1988 ET 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	69,8 (67,3)	17,9 (21,7)	12,2 (10,8)	74,7 (63,3)	18,4 (24,8)	6,7 (11,7)
Exportations	52,8 (54,0)	29,2 (32,4)	17,9 (13,5)	51,1 (47,7)	38,3 (39,7)	10,4 (12,5)
Bénéfices	58,8 (60,0)	20,5 (18,0)	20,5 (21,8)	70,5 (62,1)	19,6 (21,1)	9,8 (16,6)
Emploi	37,2 (35,1)	42,7 (48,1)	20,0 (16,7)	36,1 (31,7)	50,4 (55,9)	13,3 (12,3)
Situation financière	50,0 (56,4)	39,8 (35,4)	10,1 (8,1)	49,0 (48,6)	43,2 (42,4)	7,6 (8,9)
Situation des affaires au Canada	31,4 (35,6)	59,2 (56,0)	9,2 (8,2)	24,2 (26,9)	57,2 (55,7)	18,4 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	25,8 (28,5)	72,5 (69,8)	1,6 (1,5)	25,4 (28,9)	72,8 (64,4)	1,6 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Cent quarante-huit entreprises dont le siège social se trouve en Ontario ont participé à l'enquête.

TABLEAU 31

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- REGION DES PRAIRIES

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	231,3	(7 223,9)	529,5	(8 636,1)	128,9	(19,5)
Total - Hors fabrication	5 852,3	(17 182,1)	8 016,9	(22 423,0)	36,9	(30,5)
TOTAL	**6 083,6**	**(24 406,0)**	**8 546,4**	**(31 059,1)**	**40,4**	**(27,2)**

TABLEAU 32

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- MANITOBA

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	45,3	(7 223,9)	49,5	(8 636,1)	9,2	(19,5)
Total - Hors fabrication	733,3	(17 182,1)	887,1	(22 423,0)	20,9	(30,5)
TOTAL	**778,6**	**(24 406,0)**	**936,6**	**(31 059,1)**	**20,2**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 33

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- SASKATCHEWAN

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	25,4	(7 223,9)	32,3	(8 636,1)	27,1	(19,5)
Total - Hors fabrication	731,6	(17 182,1)	1 068,6	(22 423,0)	46,0	(30,5)
TOTAL	**757,0**	**(24 406,0)**	**1 100,9**	**(31 059,1)**	**45,4**	**(27,2)**

TABLEAU 34

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- ALBERTA

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	134,6	(7 223,9)	400,5	(8 636,1)	197,5	(19,5)
Total - Hors fabrication	4 188,6	(17 182,1)	5 784,3	(22 423,0)	38,0	(30,5)
TOTAL	**4 323,2**	**(24 406,0)**	**6 184,8**	**(31 059,1)**	**43,0**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 35

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - RÉGION DES PRAIRIES

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	39,2	(5,9)	282,2	(37,5)
Total - Hors fabrication	45,2	(33,7)	26,2	(20,2)
TOTAL	**45,0**	**(27,0)**	**34,5**	**(27,7)**

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - RÉGION DES PRAIRIES

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		128,9	(19,0)
Total - Hors fabrication	*		31,9	(28,5)
TOTAL	**50,7**	**(33,8)**	**36,9**	**(24,8)**

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - ALBERTA

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	57,1	(5,9)	412,9	(37,5)
Total - Hors fabrication	49,4	(33,7)	26,8	(20,2)
TOTAL	**49,7**	**(27,0)**	**36,3**	**(27,7)**

TABLEAU 38

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - ALBERTA

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		197,5	(19,0)
Total Hors fabrication	*		33,5	(28,5)
TOTAL	**62,2**	**(33,8)**	**39,6**	**(24,8)**

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 39

ENTREPRISES DANS LES PRAIRIES - PRÉVISIONS POUR 1988 ET 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	55,5 (67,3)	31,1 (21,7)	13,3 (10,8)	52,2 (63,3)	36,3 (24,8)	11,3 (11,7)
Exportations	60,0 (54,0)	23,3 (32,4)	16,6 (13,5)	58,6 (47,7)	31,0 (39,7)	10,3 (12,5)
Bénéfices	48,8 (60,0)	26,6 (18,0)	24,4 (21,8)	54,5 (62,1)	31,8 (21,1)	13,6 (16,6)
Emploi	40,0 (35,1)	46,6 (48,1)	13,3 (16,7)	30,2 (31,7)	65,1 (55,9)	4,6 (12,3)
Situation financière	51,1 (56,4)	40,0 (35,4)	8,8 (8,1)	43,1 (48,6)	47,7 (42,4)	9,0 (8,9)
Situation des affaires au Canada	37,7 (35,6)	57,7 (56,0)	4,4 (8,2)	36,3 (26,9)	56,8 (55,7)	6,8 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	28,0 (28,5)	72,0 (69,8)	0,0 (1,5)	28,0 (28,9)	68,0 (64,4)	4,0 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Cinquante-huit entreprises dont le siège social se trouve dans la région des Prairies ont participé à l'enquête.

TABLEAU 40

ENTREPRISES EN ALBERTA - PRÉVISIONS POUR 1988 et 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	57,5 (67,3)	27,2 (21,7)	15,1 (10,8)	59,3 (63,3)	31,2 (24,8)	9,3 (11,7)
Exportations	57,1 (54,0)	23,8 (32,4)	19,0 (13,5)	70,0 (47,7)	25,0 (39,7)	5,0 (12,5)
Bénéfices	45,4 (60,0)	27,2 (18,0)	27,2 (21,8)	59,3 (62,1)	31,2 (21,1)	9,3 (16,6)
Emploi	39,3 (35,1)	51,5 (48,1)	9,0 (16,7)	35,4 (31,7)	64,5 (55,9)	0,0 (12,3)
Situation financière	42,4 (56,4)	48,4 (35,4)	9,0 (8,1)	40,6 (48,6)	46,8 (42,4)	12,5 (8,9)
Situation des affaires au Canada	33,3 (35,6)	60,6 (56,0)	6,0 (8,2)	40,6 (26,9)	53,1 (55,7)	6,2 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	27,7 (28,5)	72,2 (69,8)	0,0 (1,5)	27,7 (28,9)	66,6 (64,4)	5,5 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Quarante entreprises dont le siège social se trouve en Alberta ont participé à l'enquête.

TABLEAU 41

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- COLOMBIE-BRITANNIQUE ET RÉGION DU NORD

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1987		Dépenses révisées 1988		1988-1987 Variation en %	
Total - Fabrication	762,0	(7 223,9)	994,3	(8 636,1)	30,4	(19,5)
Total - Hors fabrication	1 319,2	(17 182,1)	1 776,0	(22 423,0)	34,6	(30,5)
TOTAL	**2 081,2**	**(24 406,0)**	**2 770,3**	**(31 059,1)**	**33,1**	**(27,2)**

Dépenses réelles pour 1987 et dépenses révisées pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 42

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- COLOMBIE-BRITANNIQUE ET REGION DU NORD

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien 1988-1987		Entreprises sous contrôle étranger 1988-1987	
Total - Fabrication	33,3	(5,9)	19,1	(37,5)
Total Hors fabrication	34,5	(33,7)	34,7	(20,2)
TOTAL	**34,0**	**(27,0)**	**31,0**	**(27,7)**

TABLEAU 43

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- COLOMBIE-BRITANNIQUE ET REGION DU NORD

(Taux de variation annuel)

	Secteur public 1988-1987		Secteur privé 1988-1987	
Total - Fabrication	*		30,4	(19,0)
Total Hors fabrication	*		43,8	(28,5)
TOTAL	**15,3**	**(33,8)**	**37,6**	**(24,8)**

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 44

ENTREPRISES DANS LA RÉGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU NORD - PRÉVISIONS POUR 1988 ET 1989

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1988-1987			1989-1988		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	66,6 (67,3)	28,5 (21,7)	4,7 (10,8)	35,0 (63,3)	25,0 (24,8)	40,0 (11,7)
Exportations	57,1 (54,0)	38,0 (32,4)	4,7 (13,5)	35,0 (47,7)	30,0 (39,7)	35,0 (12,5)
Bénéfices	58,3 (60,0)	16,6 (18,0)	25,0 (21,8)	39,1 (62,1)	26,0 (21,1)	34,7 (16,6)
Emploi	20,8 (35,1)	66,6 (48,1)	12,5 (16,7)	17,3 (31,7)	73,9 (55,9)	8,6 (12,3)
Situation financière	75,0 (56,4)	25,0 (35,4)	0,0 (8,1)	43,4 (48,6)	47,8 (42,4)	8,6 (8,9)
Situation des affaires au Canada	26,0 (35,6)	69,5 (56,0)	4,3 (8,2)	13,6 (26,9)	54,5 (55,7)	31,8 (17,3)
Climat de l'investissement étranger	0,0 (28,5)	91,6 (69,8)	8,3 (1,5)	18,1 (28,9)	36,3 (64,4)	45,4 (6,6)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Vingt-huit entreprises dont le siège social se trouve dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord ont participé à l'enquête.

ANNEXE

- ANNEXE -

Nature et portée de l'enquête sur les intentions d'investissement des entreprises

1) Tous les tableaux présentant des données régionales sont fondés sur un échantillon d'entreprises " ajusté " afin d'éviter des variations du nombre d'entreprises fournissant des données chaque année. Cet ajustement permet de procéder à des comparaisons cohérentes, puisque seules les données correspondant à des entreprises ayant répondu aux deux dernières enquêtes pour des années déterminées, c'est-à-dire 1987 et 1988, sont utilisées.

Ce système d'ajustement est appliqué séparément aux diverses catégories d'investissement indiquées dans les tableaux régionaux. Par conséquent, les totaux régionaux obtenus d'après cette méthode d'échantillonnage ajusté ne correspondent pas nécessairement aux chiffres totaux pour le Canada.

2) Le problème que posent les entreprises qui ne fournissent pas la répartition régionale de leurs investissements ne tire pas à conséquence. Le tableau qui suit permet de rapprocher l'ensemble des sommes déclarées au tableau 1 et le total des investissements réparti par région.

	1987	1988
	(en milliards de dollars courants)	
Totaux d'après le tableau 1	24,41	31,06
Sommes déclarées par région		
Atlantique	1,55	2,03
Québec	4,62	5,99
Ontario	9,18	10,15
Prairies	6,08	8,55
C.-B. et Nord	2,08	2,77
Non réparti*	0,40	1,07
Total	23,91	30,56
Différence entre les totaux	0,50	0,50
Partie de la différence expliquée par " ajustement "	0,08	0,13
Partie de la différence expliquée par la non réponse	0,42	0,37

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, faute de savoir dans quelle province ou région ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles qui ne sont pas affectées à une région précise, comme le matériel roulant ferroviaire ou les navires.

3) Le fait que les entreprises déclarent leurs données à titre de société plutôt que d'établissement influe certainement sur la répartition sectorielle, tant au niveau régional que pour l'ensemble du Canada, c'est-à-dire sur le classement des investissements dans des catégories comme la fabrication, l'exploitation des ressources, etc. Par conséquent, les résultats sectoriels de l'enquête du MEIR ne peuvent être comparés à ceux de l'Enquête sur les investissements privés et publics au Canada de Statistique Canada, car les chiffres d'investissement recueillis à titre de sociétés sont répartis entre les divers secteurs industriels en fonction de l'activité principale de chaque société. Nous croyons tout de même que les sociétés interrogées sont responsables d'une proportion importante de l'ensemble des investissements au Canada, déclarés par Statistique Canada.

4) Le tableau qui suit indique le nombre des sociétés dont les statistiques d'investissement sont ajustées et qui participent à l'enquête du MEIR dans le secteur de fabrication et le secteur hors fabrication, ainsi que selon la région de l'investissement. Comme l'enquête porte sur les grandes entreprises, ces dernières prévoient généralement investir dans plus d'une région, de sorte que les chiffres relatifs à l'ensemble du Canada ne correspondent pas à la somme des chiffres régionaux.

	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	C.-B. et Nord	CANADA
Fabrication	47	94	123	64	51	167
Hors fabrication	47	54	66	87	66	133
TOTAL	94	148	189	151	117	300